

25 Mai 1941

lée entre l'échéance et la date fixée le versement.

exigibilité de la dette doit être appré- sur la base tant des contrats qui at le débiteur et le créancier que des s légalement applicables à ces contrats. qu'il s'agit de dettes commerciales, no- ent, les principes du droit commer- et des usages maritimes ou internatio- doivent être respectés et appliqués de e foi.

n de tenir compte des circonstances ales qui pourraient être invoquées et er même des doubles paiements, un pouvoir d'appréciation a été accordé l'office des changes qui peut, après exa- des justifications produites, dispenser ébiteurs intéressés de tout ou partie versement. Les exceptions invoquées nt notamment être les suivantes:

provision en monnaie étrangère a onstituée soit directement par l'inté- soit par l'intermédiaire de son ban- et n'a pu cependant être versée effec- ent au créancier; le débiteur doit, ce cas, justifier des conditions dans les le crédit a été ouvert à l'étranger contre-valeur en francs versée par me ou par son banquier;

payement partiel est déjà intervenu; débiteur intéressé peut invoquer a l de son créancier une contre-crédence ure à justifier une compensation. Tel r exemple, le cas lorsqu'il se trouvait npte courant avec le créancier étran- l'ais l'exception ne peut être admise l s'agit de créances certaines, liquides gibles, juridiquement compensables.

l'ice des changes peut de même accor- es délais supplémentaires de verse- aux débiteurs qui fourniraient des s valables pour solliciter de teis

toute hypothèse, le pouvoir d'appré- confié à l'office des changes est aucun recours n'a été prévu contre sion de l'office. Il en résulte que le le dispense ou d'attermoiement opposé emande d'un débiteur entraîne pour iteur l'obligation d'exécuter le verse- ui lui incombe. L'inexécution a pour le rendre applicables les sanctions s par l'article 8 de la loi.

#### IV. — Effets du versement.

icle 7 de la loi a défini les effets sement. Le principal de ces effets est rer le débiteur à l'égard du créan- e celui-ci soit le titulaire primitif réance ou un tiers qui en est devenu aire à quelque titre que ce soit (re- ant du créancier, banquier, porteur uments). Le débiteur est ainsi mis e, notamment, de se faire délivrer uments nécessaires à la prise de pos- d'une marchandise achetée et se désormais exonéré du risque de afferent à l'opération jusqu'alors en . Le soin de procéder au règlement de la dette entre les mains du bné- incombe à l'office des changes qui, ypothèse où la dette était libellée e monnaie autre que le franc, sup- s différences de change éventuelles bénéfice.

#### II

ENTS ENTRE PERSONNES CONSIDÉRÉES  
COMME FRANÇAISES

le 9 de la loi a rendu possible le t en francs entre personnes toutes nsidérées comme Françaises, au

sens de la réglementation du contrôle des changes, de dettes stipulées payables dans une monnaie autre que le franc. Si la loi a ainsi permis d'imposer au créancier un procédé de libération contraire aux stipulations des contrats en cours, elle n'a tou- tefois pas confié au débiteur le droit de décider lui-même s'il peut bénéficier de cette procédure. Le texte de la loi a subor- donné l'application de ladite procédure à l'autorisation préalable de l'office des chan- ges, et l'article 6 de l'arrêté précise qu'il doit s'agir d'une décision spéciale de l'office. Aux termes de l'article 7 de l'arrêté, il y a lieu de faire présenter une demande par un intermédiaire agréé; la demande est ensuite instruite par l'office. Les conditions exigées pour la présentation et l'instruction des demandes sont donc analogues à celles en vigueur pour les demandes d'autorisation de change.

### MINISTÈRE DE LA MARINE

#### Chantiers de jeunesse de la marine.

L'amiral de la flotte, ministre secrétaire d'Etat à la marine, commandant en chef des forces maritimes françaises,

Vu la loi du 18 janvier 1941 instituant un stage obligatoire dans les chantiers de la jeunesse;

Vu l'arrêté du 25 février 1941 relatif au stage obligatoire dans les chantiers de jeun- nesse de la marine,

Arrête:

Art. 1<sup>er</sup>. — Les inscrits maritimes, les élèves français des écoles nationales de na- vigation maritime et les jeunes français titulaires du diplôme d'élève officier de la marine marchande, du diplôme d'élève officier mécanicien de la marine marchande ou du diplôme spécial de radiotélégraphiste de la marine marchande, nés entre le 1<sup>er</sup> octobre 1920 et le 28 février 1921 ou sursitaires arrivant au terme de leur sursis, se présenteront, entre le 5 et le 15 juin 1941, à l'administrateur ou au pré- posé de l'inscription maritime du quartier dans lequel ils se trouvent.

Ceux d'entre eux qui sont en cours d'em- barquement se présenteront, dès leur re- tour en France ou en Algérie, à l'adminis- trateur ou au préposé du quartier d'inscrip- tion maritime le plus proche du lieu de leur arrivée.

Ceux d'entre eux qui résident hors d'un quartier signaleront leur situation immé- diatement au directeur de l'inscription ma- ritime à Marseille.

Ces autorités leur donneront toutes ins- tructions en vue de leur destination aux chantiers de jeunesse de la marine pour le stage de huit mois commençant en juillet 1941.

Art. 2. — Les demandes de sursis ou de devancement d'appel doivent parvenir avant le 10 juin 1941, dernier délai, aux autorités mentionnées à l'article précédent, dans la forme réglementaire prévue par l'arrêté ministériel du 26 février 1941 (*Journal officiel* du 2 mars 1941). Des certificats tendant à en établir le bien-fondé seront joints aux demandes de sursis.

Art. 3. — Le présent arrêté, dont les dis- positions sont suspendues en zone occupée,

est applicable en Algérie, sauf aux inscrits maritimes indigènes.

Fait à Vichy, le 19 mai 1941.

A. DARLAN

### SECRÉTARIAT D'ÉTAT A L'ÉDUCATION NATIONALE ET A LA JEUNESSE

N° 2168. — Décret du 20 mai 1941 relatif au certificat d'aptitude à l'éducation phys- que (degré élémentaire).

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Sur le rapport du secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et à la jeunesse,

Vu l'arrêté du 18 janvier 1887;

Vu le décret du 12 août 1931;

Vu le décret du 12 octobre 1938;

Vu la loi du 12 novembre 1940;

Décrétons:

Art. 1<sup>er</sup>. — L'article 215 de l'arrêté du 13 janvier 1887, modifié par l'article 1<sup>er</sup> du décret du 12 août 1931, est modifié ainsi qu'il suit:

« Une commission est nommée chaque année par le recteur, sur la proposition de l'inspecteur principal de l'éducation générale et des sports, chargé des fonctions de directeur régional de l'éducation générale et des sports, pour examiner les candidats au certificat d'aptitude à l'éducation physique (degré élémentaire).

« Cette commission comprend, dans chaque département, sous la présidence de l'inspecteur de l'éducation générale et des sports, chargé des fonctions de direc- teur départemental de l'éducation géné- rale et des sports ou de son suppléant:

« 1° Le directeur de l'institut (ou du centre) d'éducation physique dont relève le département ou un professeur de ce centre;

« 2° Un inspecteur primaire;

« 3° et 4° Deux professeurs d'éducation physique et sportive;

« 5° et 6° Deux directeurs (ou direc- trices) ou professeurs d'établissement pu- blic d'enseignement ».

Art. 2. — L'article 216 de l'arrêté du 13 janvier 1887, tel qu'il résulte de l'arti- cle 1<sup>er</sup> du décret du 12 octobre 1938, est modifié ainsi qu'il suit:

« Les candidats doivent se faire ins- crire quinze jours avant la date de l'exa- men au bureau de l'inspecteur de l'édu- cation générale et des sports chargé des fonctions de directeur départemental de l'éducation générale et des sports ou de son suppléant ».

(Le reste de l'article sans changement.)

Art. 3. — Sont abrogées les dispositions contraires au présent décret.

Art. 4. — Le secrétaire d'Etat à l'édu- cation nationale et à la jeunesse est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français.

Fait à Vichy, le 20 mai 1941.

PH. PÉTAIN

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat français:

Le secrétaire d'Etat  
à l'éducation nationale et à la jeunesse,  
JÉRÔME CARCOPINO.